

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 22 NOVEMBRE 2021**

DÉLÉGUÉS :	
Nombre	85
Quorum	29
Présents	46
Pouvoirs	11
Votants	57
Abstentions	0
Suffrages exprimés	57
Majorité requise	29
Pour	57
Blancs	0

JP/DS

OBJET : 1.6 FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-deux du mois de novembre à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent ou suppléé	Suppléé par ou pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS	X	
CONSTANT Bernard	BALAZUC	X	
FERRIER Dominique	BANNE	X	
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	X	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	Suppléée par	Maxence BOYER
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	X	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	X	
TUAILLON Alain	CHAUZON		
LINAIS Julien	CHAZEAX	Suppléé par	Jean-Claude CESARI
CHAUDANSON Christian	FABRAS	Pouvoir à	Jean PASCAL
PASCAL Jean	FAUGERES	X	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES	X	
LEYNAUD Jean-Marc	JOANNAS		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE	X	
GROS Cyril	LABEGUDE	X	
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS		
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
VEOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	X	
LE TOQUIN Stéphanie	LALEVADE D'ARDECHE	Pouvoir à	Christophe VEOL
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	X	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE	X	
DEROUDILHE François	LAURAC EN VIVARAIS		
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	X	
BRUN Marc	MEYRAS		
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	X	
DURAND Jean-Luc	PONT DE LABEAUME		
LAURIOL Samuel	PRADONS		
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET		
AUDIBERT François	RIBES	X	
IMBERT Guy	ROCHER	X	
CAMPO Hervé	ROCLES		
BEDAGUE Gery	ROSIERES		
POUGET Eric	ROSIERES		

DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS		
CARON Christian	RUOMS	X	
BESANCENOT Thierry	RUOMS		
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	X	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES	X	
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	X	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	Pouvoir à	Jean-Manuel GARRIDO
MINJOULAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER	X	
MERINE Philippe	ST PRIVAT	X	
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT		
MOLLARD David	ST SAUVEUR DE CRUZIERES	Pouvoir à	Jean-Manuel GARRIDO
CHABRY Christophe	SAMPZON	Pouvoir à	Jean PASCAL
DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC		
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	X	
GANDON Christian	UCEL	Pouvoir à	Christian CHAUDANSON
BOYER Joël	UCEL	Pouvoir à	Jacky SOUBEYRAND
GIAUFRET Hervé	UCEL		
PERRIER Bernard	UZER	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS	Pouvoir à	Patrick ARCHIMBAUD
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS	Pouvoir à	Jean-Yves PONTHER
CHEREL Xavier	VERNON		
GRASSET Guillaume	VINEZAC		
BOISSIN Odile	VINEZAC		
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE	X	
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS	Suppléé par	Jacky SOUBEYRAND
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
GINEVRA Stéphane	CHIROLS		
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE		
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	X	
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	Jean COROMINA
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	X	
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	X	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC	Pouvoir à	Jacques MARRON
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	Suppléé par	Antoine ALBERTI
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	X	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres		
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres		
DEVOS Benoît	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN	Suppléé par	Alain BOUDON

Le secrétaire de séance est : M. Jean-Manuel GARRIDO, délégué de St-André-de-Cruzières et 1^{er} vice-président du SEBA.

OBJET : 1.6 FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Conformément à la réglementation, le débat d'orientation budgétaire (DOB) porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2022 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de plan pluriannuel d'investissement (PPI), qui s'appuie sur la prospective financière. Ces deux études-cadres sont réalisées et suivies par les services à l'interne.

Le DOB permet également au président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s).

Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

Dès textes récents (décret n° 2016-841 et article 13-II de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018), relatifs au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, ont en outre augmenté le nombre d'informations à présenter dans le corps du texte ou dans les tableaux annexes.

Des informations supplémentaires sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, seront projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donneront la tonalité générale de l'économie du projet de budget primitif 2022.

DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS AYANT UN IMPACT SUR LA CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE 2022

La réalisation des investissements inscrits dans le PPI oblige le SEBA à prendre en considération divers facteurs exogènes, qui s'imposent à lui, ainsi que des facteurs internes comme l'évolution des tarifs, qui s'imposent ou qui sont librement choisis :

- L'inflation s'annonce supérieure à 2% sur les 12 derniers mois glissants.
- La stabilisation de la consommation par abonné s'établit en-dessous des 100 m³ par an.
- Les conditions d'accès au crédit pour les collectivités publiques restent actuellement très intéressantes. Toutefois il n'est pas prévu de besoins de financements bancaires importants avant l'année 2023.
- Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, affichent une tendance fortement baissière dans les années à venir, du fait des nouvelles conditions liées à l'intercommunalité, aux incidences de la loi NOTRe, aux contraintes financières des départements les obligeant à réexaminer l'ensemble de leurs politiques, ainsi qu'à la réduction des crédits attribués par l'Agence de l'Eau à compter du 11ème programme. Le contrat territorial avec l'Agence pourrait faire l'objet d'un simple avenant de prolongation en 2022, avec des incertitudes sur les conditions d'engagement d'un nouveau contrat. Rappel : le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement.
- Le prix de l'eau reste encore supérieur à la moyenne nationale pour des raisons liées à la morphologie et à l'économie du territoire, les écarts se réduisant toutefois d'année en année. Une baisse de la part variable de l'eau potable de 10% a eu lieu en 2020, corrélée à une augmentation de 5% de la part variable de l'assainissement, permettant un rééquilibrage à terme des résultats des deux services, conformément à la prospective financière. Cela a conduit globalement à une baisse de la facture pour l'usager de plus de 20 centimes par m³ d'eau assaini.

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS 2022

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE FONCTIONNEMENT

- **Vis-à-vis des usagers :**
 - Montants des redevances et tarifs liés à l'application des règlements de service : prise en compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice en attente, probablement plus de 2%), comme prévu par la délibération-cadre du 14 décembre 2020.
 - Tarifs des abonnements : différenciation des tarifs plus importante selon la taille des compteurs (création d'un abonnement distinct 20 mm, plus de proportionnalité entre débit disponible et tarif).
 - Tarifs des travaux : des ajustements discutés en 2020-2021 sont prévus, plutôt à l'avantage des usagers.

- Indexation, en outre, des bordereaux des prix sur l'indice du coût de la construction, comme prévu par la délibération-cadre du 14 décembre 2020 (+3,88%).
- Poursuite de la logique de mise en place des multiples de part fixe.
- Impayés : le taux d'impayés au 30 décembre 2020 sur la facturation 2019 était de plus de 4% en moyenne des deux services. La réduction de ce taux est un objectif financier prioritaire pour 2021 et 2022.
- Poursuite de l'expérimentation de la tarification sociale, sous les mêmes formes, et de la participation au fonds unique logement.
- **Au regard des charges de personnel :**
Augmentation de la masse salariale entre 2021 et 2022, due à l'augmentation des personnels en régie suite aux décisions prises antérieurement : embauche de 3 ETP supplémentaires contractuels pour la mise en place de la radio-relève ; au moins 2 ETP pour la reprise des ouvrages précédemment externalisés. Besoin potentiel d'un technicien supplémentaire au SPANC pour assurer le rythme des contrôles.

STRUCTURE DES EFFECTIFS 2022 – Emplois publics pourvus	DÉPENSES 2022- PRÉVISIONNELLES CHARGES COMPRISES
Adjointes techniques (7 agents)	228 148
Agent de maîtrise (2)	73 000
Techniciens territoriaux (5)	228 650
Adjointes administratifs (4)	103 330
Ingénieurs territoriaux (1)	100 480
Rédacteurs (3)	144 000
Attachés (3)	204 334
Contrat de projet (2)	66 289
TOTAL DÉPENSES SALAIRES PERSONNEL PUBLIC 2022 (HORS ACTION SOCIALE)	1 148 231 €
TOTAL DÉPENSES SALAIRES PERSONNEL PRIVE 2022 (HORS ACTION SOCIALE)	2 340 345 €

DEPENSES DE PERSONNEL 2020 (%/2019)

Traitement indiciaire versé titulaires et non titulaires	Régime indemnitaire versé	NBI versée	Heures supplémentaires versées	Titres restaurants (part employeur)	Avantages en nature
2 158 962 (+ 6,4 %) (1 ETP supplémentaire pour les régies + 0,5 ETP bureau d'études)	181 142 (+20,6 %) (prime exceptionnelle « COVID »)	6 979 (- 51,3 %) (1 agent perd l'éligibilité)	13 186 (- 30,6 %)	46 835 (+ 26,5 %) (décalage de commandes)	0

DURÉE EFFECTIVE DE TRAVAIL DANS LA COLLECTIVITÉ AU 1^{er} JANVIER 2022

Régime public :

« Le président propose à l'assemblée de fixer le temps de travail à 1 600 h, octroyant ainsi à l'ensemble des agents 26 jours de congés, dont 1 jour supplémentaire pour les sujétions liées à la nature des missions du SEBA. Ces missions impliquent des horaires décalés, des astreintes, et parfois des travaux dangereux et pénibles.

Les cycles de travail au sein du SEBA sont au choix des agents : 35h ou 37 h hebdomadaires avec attribution de jours d'ARTT, sur 5 jours ou 4,5 jours sur une semaine ou 4,5 jours sur 2 semaines. »

(Délibération du bureau syndical du 28 septembre 2021)

Régime privé :

« Conformément à l'article L3121-27 du code du travail, la durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures par semaine civile en moyenne sur l'année, soit une durée annuelle de 1607 heures (journée de solidarité incluse).

Elle peut être portée à 37 heures hebdomadaires dans les conditions prévues au code du travail. En contrepartie, le salarié bénéficiera de 12 jours de repos supplémentaires, dits jours « RTT » par année civile complète travaillée. Ces jours pourront être pris à l'initiative du salarié ou du SEBA conformément aux pratiques en vigueur au sein du SEBA. Le SEBA pourra refuser la demande du salarié selon les nécessités du service et/ou la charge de travail de celui-ci. Les droits à RTT sont amputés par les jours d'absence (hors congés payés) à hauteur de 1 jour par mois complet d'absence. La période de référence s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

Le dispositif d'aménagement du temps de travail sur l'année s'applique à l'ensemble des salariés des régies d'exploitation.

Ce dispositif n'est pas applicable aux salariés employés à temps partiel, dont les modalités de répartition du temps de travail sont contractuellement définies.

Les salariés concernés par les 37 heures hebdomadaires bénéficient d'un lissage de leur rémunération sur la base de 35 heures hebdomadaires. Cette base mensualisée de 151,67 heures est portée au bulletin de paie du salarié concerné.

Les absences rémunérées sont comptabilisées pour leur durée et payées sur la base de la rémunération mensuelle brute lissée.

Les absences non rémunérées donnent lieu à une réduction de rémunération proportionnelle au nombre d'heures d'absence constatées par rapport au nombre d'heures réelles du mois considéré et par rapport à la rémunération mensuelle brute lissée.

En cas d'embauche ou de départ en cours de mois sur la période de référence, la rémunération brute du mois de l'embauche ou celle versée à la date de rupture du contrat de travail sera calculée prorata temporis.

En cas d'embauche ou de départ en cours d'année, le nombre de RTT est calculé au prorata temporis.

Si le contrat de travail du salarié est rompu en cours de la période annuelle de référence sans que celui-ci ait pu prendre la totalité des RTT auxquels il avait droit, celui-ci percevra, pour la fraction des RTT acquis et non pris, une indemnité compensatrice.

Si le contrat de travail du salarié est rompu en cours de la période annuelle de référence alors que celui-ci a pris des RTT, celui-ci sera débiteur, pour la fraction des RTT pris et non acquis, d'une somme calculée sur la base du nombre d'heures prises et non acquises multiplié par son salaire brut horaire.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, seront considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées au-delà de la durée moyenne de 35 heures hebdomadaires calculées sur la période annuelle de référence définie ci-dessus.

La durée hebdomadaire du travail peut être exercée sur 4,5 ou 5 jours, au choix du bénéficiaire, et sous réserve des nécessités de certains services.

(...)

Jour supplémentaire (pour certains agents) :

Un jour de congé supplémentaire par an est accordé à tous les agents ne bénéficiant pas déjà de jours de congés supplémentaires (du fait de leur ancienneté ou de leur statut). »

(Accord collectif du 21 novembre 2018)

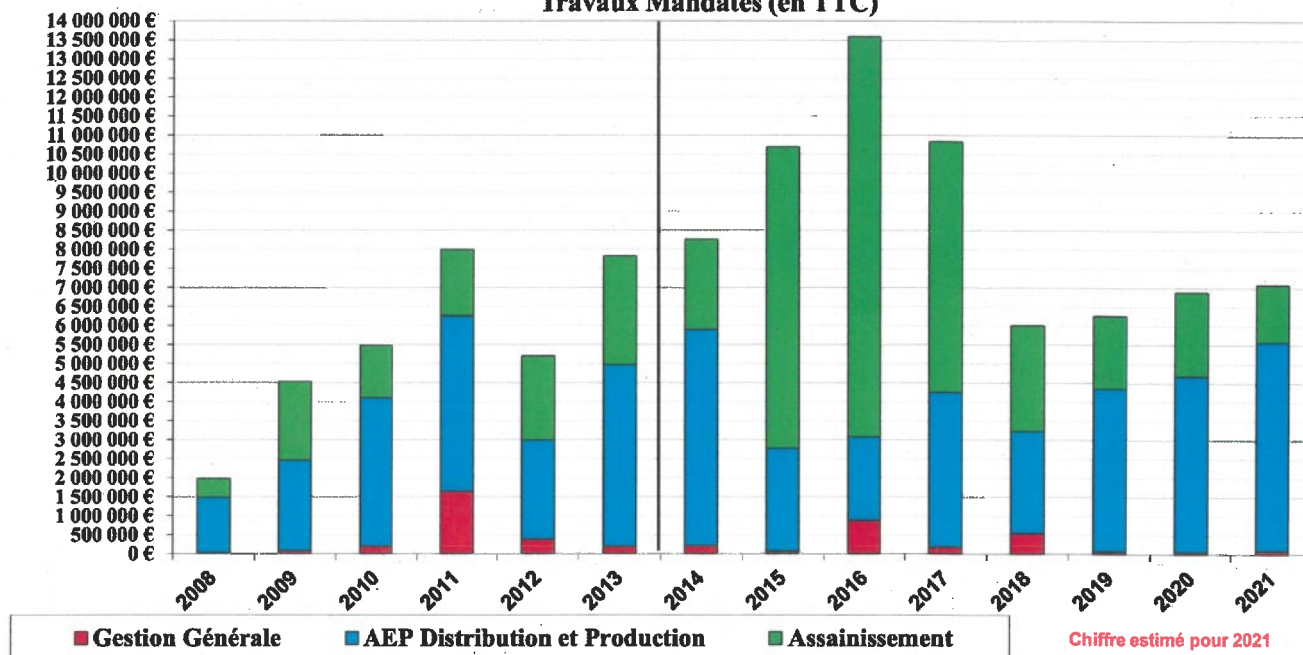
• Hypothèses d'évolution des sections d'exploitations (agrégées)

Evolutions annuelles des variables de fonctionnement			
Masse salariale (dépense)			103%
Autres charges de fonctionnement (dépense)			102,50%
Variables d'investissement			
Investissements supplémentaires au PPI (dépense)			
Taux de réalisation des investissements (dépense)			70%
Taux de subvention (recette)			20,00%
Durée moyenne des amortissements			30
Variables financières			
Taux moyen des nouveaux emprunts (dépense)			2,00%
Durée moyenne des emprunts			20

En euros	CA 2018	CA 2019	CA 2020	2021	2022	2023	2024
Redevances services, prestations (70)	12 040 192	14 506 248	11 488 403	12 750 000	12 750 000	12 750 000	12 750 000
Autres produits	1 223 127	1 346 884	1 762 954	1 762 954	1 762 954	1 762 954	1 762 954
Recettes courantes	13 263 319	15 853 132	13 251 357	14 512 954	14 512 954	14 512 954	14 512 954
Evolution (%)		20%	-15%	15%			
Charges de personnel	2 865 514	3 090 548	3 321 021	3 420 651	3 523 271	3 628 969	3 737 838
Evolution (%)		8%	7%	3%	3%	3%	3%
Charges générales	1 170 179	3 959 690	4 714 285	4 832 142	4 952 945	5 076 769	5 203 688
Autres charges	4 469 096	1 432 409	1 378 124	1 412 577	1 447 692	1 484 089	1 521 191
Dépenses courantes hors intérêts fi.	8 524 789	8 482 647	9 413 430	9 665 370	9 924 108	10 189 827	10 462 717
Evolution (%)		0%	15%	3%	3%	3%	3%
Total Dépenses Fonctionnement	8 524 789	8 482 647	9 413 430	9 665 370	9 924 108	10 189 827	10 462 717
Evolution (%)		0%	15%	3%	3%	3%	3%
↳ Autofinancement courant = épargne brute	4 738 530	7 370 485	3 837 928	4 847 583	4 588 846	4 323 127	4 050 236
Taux d'autofinancement courant (%)		46,5	29,0	33,4	31,0	29,8	27,9

• Evolution de l'épargne nette de la collectivité entre 2016 et 2020

		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Budget Principal Gestion Générale	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	87 210,69	120 781,44	122 666,62	124 641,10	126 709,98
	CHARGES D INTERETS	27 902,49	37 015,70	35 210,31	33 230,44	31 183,15
	ANNUITES DE DETTES	115 113,18	157 797,14	157 876,93	157 871,54	157 893,13
	CRD au 31/12	2 487 323,17	2 366 541,73	2 243 875,11	2 119 234,01	1 992 524,03
AEP DISTRIBUTION	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1 459 078,19	1 472 264,42	4 670 920,21	4 979 835,21	5 731 816,31
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	3 752 463,10	4 965 885,55	8 258 251,44	9 550 460,18	8 002 337,62
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	307 490,47	281 554,83	293 919,51	361 945,60	379 511,84
	CHARGES D INTERETS	310 611,06	324 300,67	291 829,67	286 832,52	267 280,72
	ANNUITES DE DETTES	618 101,53	605 855,50	585 749,18	648 778,12	646 792,56
	CRD au 31/12	5 703 083,10	5 961 165,29	5 667 245,78	5 305 300,18	4 925 787,43
	EPARGNE BRUTE	2 293 384,91	3 493 621,13	3 587 331,23	4 570 624,97	2 270 521,31
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	1 982 773,85	3 169 320,46	3 295 501,56	4 283 792,45	2 003 240,59
	EPARGNE NETTE	1 675 283,38	2 887 765,63	3 001 582,05	3 921 846,85	1 623 728,75
AEP PRODUCTION	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	592 616,18	571 390,31	1 270 090,72	1 339 708,67	1 477 916,12
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	1 114 391,29	1 135 478,55	1 606 548,65	2 494 194,64	1 252 815,63
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	315 462,01	294 825,65	304 921,71	297 259,83	308 558,74
	CHARGES D INTERETS	189 420,31	179 148,92	169 377,15	158 654,73	147 357,55
	ANNUITES DE DETTES	504 882,32	473 974,57	474 298,86	455 914,56	455 916,29
	CRD au 31/12	5 013 324,44	4 718 498,79	4 413 577,08	4 116 317,25	3 807 759,42
	EPARGNE BRUTE	521 775,11	564 088,24	336 457,93	1 154 485,97	-225 100,49
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	332 354,80	384 939,32	167 080,78	995 831,24	-372 458,04
	EPARGNE NETTE	16 892,79	90 113,67	-137 840,93	698 571,41	-681 016,78
ASST COLLECTIF/ANC	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1 006 981,00	1 105 922,81	2 605 054,73	2 868 737,39	2 997 600,79
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	1 997 520,63	2 585 372,73	3 398 519,25	3 996 203,86	3 584 584,36
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	194 309,18	309 785,24	400 290,49	418 907,01	435 537,18
	CHARGES D INTERETS	147 955,92	230 871,86	266 308,47	252 154,55	234 895,26
	ANNUITES DE DETTES	342 265,10	540 657,10	666 598,96	671 061,56	670 432,44
	CRD au 31/12	7 975 790,69	10 682 724,92	10 266 137,85	9 847 230,84	9 411 693,66
	EPARGNE BRUTE	990 539,63	1 479 449,92	793 464,52	1 127 466,47	586 983,57
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	842 583,71	1 248 578,06	527 156,05	875 311,92	352 088,31
	EPARGNE NETTE	648 274,53	938 792,82	126 865,56	456 404,91	-83 448,87
TOTAL AEP/ASST	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	3 058 675,37	3 149 577,54	8 546 065,66	9 188 281,27	10 207 333,22
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	6 864 375,02	8 686 736,83	13 263 319,34	16 040 858,68	12 839 737,61
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	817 261,66	886 165,72	999 131,71	1 078 112,44	1 123 607,76
	CHARGES D INTERETS	647 987,29	734 321,45	727 515,29	697 641,80	649 533,53
	ANNUITES DE DETTES	1 465 248,95	1 620 487,17	1 726 647,00	1 775 754,24	1 773 141,29
	CRD (AEP et ASST) au 31 12 N	18 692 198,23	21 362 389,00	20 346 960,71	19 268 848,27	18 145 240,51
	EPARGNE BRUTE	3 805 699,65	5 537 159,29	4 717 253,68	6 852 577,41	2 632 404,39
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	3 157 712,36	4 802 837,84	3 989 738,39	6 154 935,61	1 982 870,86
	EPARGNE NETTE	2 340 450,70	3 916 672,12	2 990 606,68	5 076 823,17	-859 263,10
Pour information	CRD (TOUS BUDGETS) au 31 12 N	21 179 521,40	23 728 930,73	22 590 835,82	21 388 082,28	20 137 764,54

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ANNUELS**INVESTISSEMENT - DEPENSES d'EQUIPEMENT****Travaux Mandatés (en TTC)****PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT**

- Propositions d'investissements pour 2022 de l'ordre de 15,25 M€ (+25% / 2021). Même avec un taux de réalisation élevé, le SEBA devrait éviter le recours à l'emprunt en 2022 en eau potable. Selon la vitesse d'engagement des travaux, un recours modeste à l'emprunt est envisageable en assainissement au deuxième trimestre 2022.
- Poursuite d'une politique ambitieuse de renouvellement des réseaux, telle qu'annoncée dans plusieurs comités syndicaux en 2016, 2017 et 2018 et dans l'étude « modes de gestion ».
- Poursuite du plan d'investissement de 10 M€ sur 10 ans suite à la révision des schémas d'assainissement collectif.
- Et dans le détail :

Bâtiments

Achat éventuel de locaux pour l'antenne Nord.

Eau potable : principales opérations nouvelles ou poursuivies

Sortie compteurs inaccessibles et radio relève	1 900 000
Renouvellement réseaux	4 300 000
Alimentation Sampzon	405 000

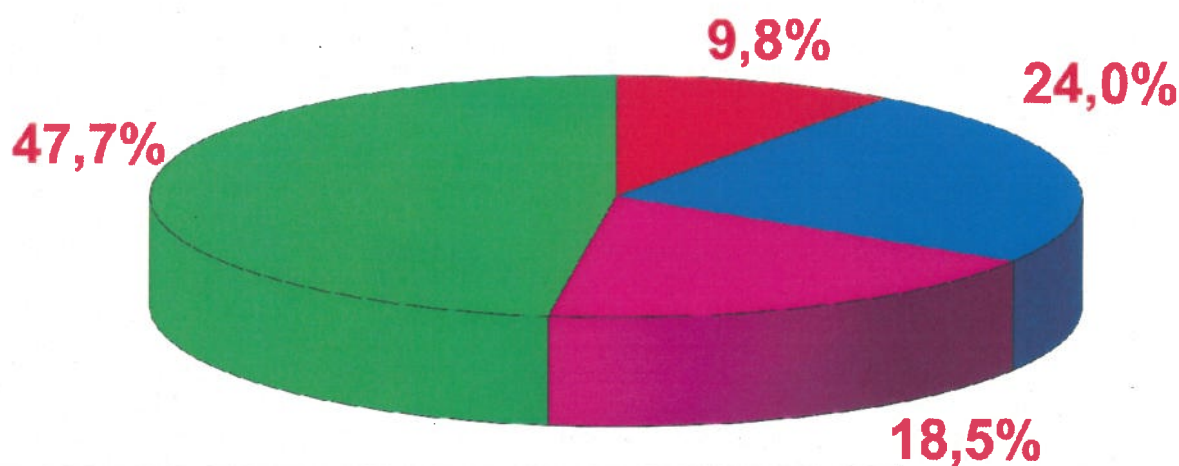
Traitement Mazet	405 000
Moyenne Vallée de l'Ardèche	1 000 000
Périmètres de protection	1 380 000

Assainissement : principales opérations nouvelles ou poursuivies

Renouvellement réseaux	1 035 000
Extensions réseaux habitats existants suite nouveaux schémas	1 000 000

ÉVOLUTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ

DETTE - Encours en capital au 01/01/2022



■ Gestion Générale

1 863 646 €

■ AEP "Production"

3 487 194 €

■ AEP "Distribution"

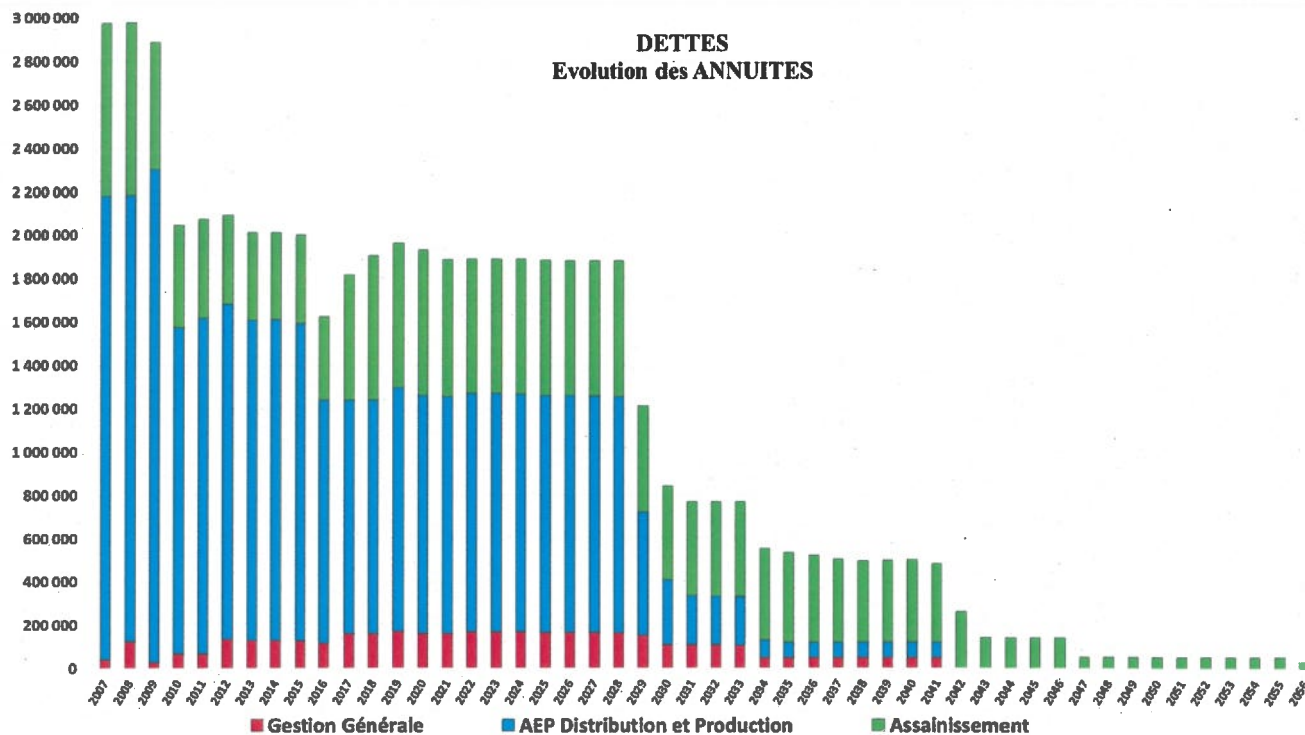
4 534 807 €

■ Assainissement

8 999 914 €

Total de
18 885 561 €

DETTES Evolution des ANNUITES



Après débat, le comité syndical **PREND ACTE** de la présentation du débat d'orientation budgétaire 2022 ci-dessus, complétée par l'annexe projetée en séance.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président
Jean PASCAL